Le dernier rapport de HRW sur le Burundi disponible en français

@rib News,Â 22/05/2018Â â€“ SourceÂ Human Rights Watch Â« On va te battre pour te corriger Â» Abus Ã lâ€™approche d rÃ©fÃ©rendum constitutionnel au Burundi RÃ©sumÃ© La dÃ©cision controversÃ©e du prÃ©sident Pierre Nkurunziza en avril 2 de briguer un troisiÃ¨me mandat a dÃ©clenchÃ© une crise dans les domaines politique, humanitaire et des droits humains qui continue dâ€™avoir des consÃ©quences dÃ©sastreuses pour de nombreuses personnes au Burundi. Les actes de violence et dâ€™intimidation perpÃ©trÃ©s contre les opposants politiques Ã travers le pays ont connu une escalade Ã lâ€™approche d rÃ©fÃ©rendum constitutionnel du 17 mai 2018 qui visait Ã permettre au prÃ©sident de se maintenir au pouvoir.

Depuis la premiÃ¨re manÅ“uvre de Nkurunziza en 2015 pour se maintenir au pouvoir, les forces de la sÃ©curitÃ© dâ€™Ã‰tat Burundi et ses services de renseignement, ainsi que des membres de la ligue des jeunes du parti au pouvoir, les Imbonerakure, ont commis des attaques ciblÃ©es particuliÃ¨rement brutales contre des opposants ou des personnes soupÃ§onnÃ©es dâ€™Ãªtre des opposants, des activistes des droits humains et des journalistes â€“ tuant un nombre de person estimÃ© Ã 1 700 et faisant subir Ã dâ€™innombrables autres des disparitions forcÃ©es, des viols, des tortures, des passages tabac, des dÃ©tentions arbitraires et des actes dâ€™intimidation. Selon les Nations Unies, plus de 390 000 rÃ©fugiÃ©s burund se sont enfuis depuis le dÃ©but de cette crise et sont toujours en dehors du pays, et on estime Ã 3 millions le nombre de Burundais qui ont besoin dâ€™une aide humanitaire â€“ soit plus du quart de la population totale du pays. Les mÃ©dias nationa indÃ©pendants, naguÃ¨re dynamiques, et les organisations de dÃ©fense des droits humains ont Ã©tÃ© dÃ©cimÃ©s, confrontÃ de sÃ©vÃ¨res restrictions ou fermÃ©s purement et simplement, et beaucoup de leurs dirigeants ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s ou contrai de sâ€™exiler. Depuis 2015, des groupes dâ€™opposition armÃ©s ont Ã©galement attaquÃ© les forces de sÃ©curitÃ© et des du parti au pouvoir, certains Ã©tablissant des bases arriÃ¨re en RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo, pays voisin. Le 11 mai 2018, des attaquants non identifiÃ©s ont tuÃ© par balles ou Ã lâ€™arme blanche au moins 26 personnes, dont plusieurs enfants, dans le village de Ruhagarika, dans la province de Cibitoke, prÃ¨s de la frontiÃ¨re congolaise, soit lâ€™attaque la plus meurtriÃ¨re contre des civils au Burundi depuis plusieurs annÃ©es. Au moment de la rÃ©daction de ce rapport, on ignorait encore si cette attaque Ã©tait liÃ©e au rÃ©fÃ©rendum, mais elle illustre la prÃ©caritÃ© de la situation en termes de sÃ© entourant ce rÃ©fÃ©rendum, alors que des acteurs de tous les camps ont eu, dans le passÃ©, recours Ã la violence. Lire la suite et lâ€™intÃ©gralitÃ© du Rapport

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});